

APPEL DU 14^{ème} CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION CGT DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE du 19 au 23 mai 2025

« DES LUTTES LOCALES A L'OFFENSIVE GENERALE »

470 délégués CGT venus de toute la France des secteurs publics et privés de la santé et action sociale, ont participé au XIV^{ème} congrès de leur Fédération à Dunkerque. Les délégués ont partagé leurs réflexions, leurs revendications et leurs luttes.

Dunkerque qui, à travers ses transports publics gratuits, parvient à appliquer le slogan « fin du monde, fin du mois, même combat ! », préoccupation de nombreux congressistes.

Les délégués du Congrès apportent leur soutien aux grévistes d'Arcelor-Mittal du site de Dunkerque et portent la revendication : « Nationalisation sans indemnité, ni rachat ! Aucun licenciement, Maintien de tous les emplois ! »

La situation mondiale est une véritable marche à la guerre et à l'exploitation capitaliste. Les congressistes tiennent tout d'abord à réaffirmer leur totale solidarité et soutien aux peuples opprimés dans le monde : génocide du peuple Palestinien par le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu, massacre et pillage en Ukraine par Poutine, massacre et pillage des Pays d'Afrique par les forces néocoloniales... et tant d'autres victimes des conflits armés dans ce monde ! Les congressistes exigent que tous les exilés arrivant sur le territoire français, victimes de ces guerres et de l'exploitation capitaliste et du réchauffement climatique, puissent être accueillis dignement dans le respect des droits humains.

La CGT s'oppose fermement au fascisme. Combattre l'extrême droite et ses idées nauséabondes fait partie intégrante de notre histoire, une histoire que tous nos militants doivent s'approprier. L'extrême droite trompe le peuple et divise les travailleurs ; c'est pourquoi nous devons défendre haut et fort nos valeurs et nos revendications dans tous nos syndicats, auprès de tous les militants et collègues de travail. Non au racisme d'État !

Le gouvernement Macron-Bayrou impose une économie de guerre contre les peuples et les travailleurs. Il consacre 416 milliards au budget des armées à travers la Loi de Programmation Militaire 2023-2030. Il veut imposer pour 2026 40 milliards d'euros de coupes budgétaires sur les services publics, dont 20 milliards sur la santé et la Sécurité Sociale. En France, cette offensive majeure contre les travailleurs s'appuie sur la réduction de la dette publique.

Pire et encore jamais vu, le premier ministre Bayrou s'adresse par circulaire le 23 avril 2025, à **toutes les ARS en exigeant la réalisation immédiate de 1,1 milliards d'euro d'économies** sur l'ensemble des structures publiques, privées de la santé et action sociale. Les conséquences sont déjà dramatiques, parfois mortelles, pour les usagers et les professionnels. Mortelles, notamment pour les femmes qui subissent des violences systémiques, face auxquelles les moyens alloués restent dramatiquement insuffisants pour assurer leur protection.

Le gouvernement n'épargne pas les militants syndicaux, et les répressions syndicales, allant jusqu'au licenciement, se durcissent contre celles et ceux qui luttent au quotidien pour améliorer notre système de santé et d'action sociale.

La Fédération CGT de la Santé et de l'Action sociale, consciente des responsabilités qui lui incombent et des attentes des syndiqués CGT et des professionnels, invite tous les syndicats à organiser la mobilisation en s'appuyant sur la lutte des classes, avant les discussions budgétaires, autour des revendications suivantes :

- **Plan d'Embauche immédiat des 400.000 professionnels manquants, agents sous statut de la Fonction Publique Hospitalière et salariés de la Santé privée (100.000 hospitaliers, 200.000 personnels des EHPAD et 100.000 personnels de l'Action Sociale),**
- **Retrait du Plan Macron-Bayrou et de ses 40 milliards d'euros de coupes budgétaires sur les services publics,**
- **Retrait de la circulaire Bayrou du 23 avril 2025 avec ses 1,1 milliards d'économies sur la santé, les EHPAD et l'Action Sociale,**
- **Abrogation de la réforme des retraites, retour à un départ à 60 ans sans décote et 55 ans pour les métiers pénibles, étendue aux salariés du privé,**
- **Urgence de la reconquête de la Sécurité Sociale pour une Sécu intégrale gérée par les travailleurs,**
- **Réouverture et maintien de tous les services, lits et places à l'hôpital, dans les EHPAD et dans l'Action Sociale, afin de garantir une prise en charge et des soins de qualité.**
- **Fusion des CCN (Conventions Collectives Nationales) du médico social et de l'action sociale en une CCUE (Convention Collective Unique Etendue) de haut niveau associée au SEGUR pour toutes et tous,**
- **Augmentation générale des pensions et des salaires.**

Les délégués du Congrès réaffirment l'urgente nécessité d'abolir la réforme des retraites Macron et de maintenir tous les régimes spéciaux et particuliers, dont la CNRACL. Ils appellent à un mouvement d'ensemble, dans l'unité des travailleurs de tous les secteurs, en commençant par la mobilisation du 5 juin 2025. C'est par la lutte de classe et la mobilisation massive que les travailleurs gagneront leurs revendications, et non dans les conclaves ou les cellules de crise avec le patronat sous l'autorité de l'État.

L'ensemble des délégués affirment leur volonté de faire converger toutes les luttes locales au niveau national.

Les délégués décident d'une mobilisation nationale dès le mois d'octobre 2025 avant les premières discussions du budget de la Sécu, devant le ministère de la Santé à Paris.

Les délégués donnent mandat à la Fédération pour impulser et coordonner la mobilisation qui doit partir de nos établissements et appeler à une grève massive, reconductible et générale pour faire aboutir nos revendications !

Nous sommes conscients que pour assurer le succès, l'unité d'action est indispensable à tous les niveaux.

Organisons-nous dès maintenant :

«L'argent pour la Sécu, pas pour les Obus !»